



Royaume des Pays-Bas

MASOLO

Nr 39 / Juin 2016



BULLETIN D'INFORMATIONS ÉCONOMIQUES DE L'AMBASSADE DU ROYAUME DES PAYS-BAS À KINSHASA



La croissance est à nouveau en hausse en Afrique

La croissance en Afrique subsaharienne est passée de 4,7% l'année dernière à 5,2% en 2016. La région profite des investissements dans les ressources primaires, l'infrastructure et l'augmentation de la consommation des ménages. Ces résultats ont été rapportés dans Africa's Pulse, le rapport bisannuel de la Banque Mondiale, sur les perspectives économiques en Afrique. Le rapport note que plusieurs pays africains sont parmi les économies les plus dynamiques au monde. Cette croissance est propulsée par des bonnes politiques macroéconomiques et une attention accrue du reste du monde, grâce à des opportunités potentielles dans le commerce, l'investissement, le tourisme, la science et la technologie. Le continent attire un nombre croissant de capitaux : les flux monétaires, ainsi que les prix alimentaires bas, représentent une augmentation du pouvoir d'achat. Pourtant, Makhtar Diop, vice-président de la BM, souligne également la faiblesse des infrastructures, le marché volatile des matières premières, les prix instables des produits alimentaires et, surtout, l'instabilité politique comme des menaces à la croissance future de l'Afrique. (Source: Emerging Africa. Photo: www.economist.com)

Actualités néerlandaises

PAGE 2

- Shell soumissionne une offre pour une ferme d'énergie éolienne
- Des subventions pour l'agriculture durable et innovante
- L'exportation néerlandaise cible les pays non-UE
- Les Pays-Bas assouplissent les règles pour les salaires des startups
- Les PME néerlandaises se développent en Afrique

Actualités en RDC

PAGE 3

- Le gouvernement revoit à la baisse le budget de l'Etat
- La RDC et le Rwanda s'accordent sur l'exploitation du gaz méthane
- L'américain Freeport-McMoran cède une mine pour \$2,6 milliards
- La RDC cherche entre \$250 million et \$500 million à l'appui budgétaire
- Bharti Airtel cède 950 de ses tours télécoms à Helios Towers Africa
- Raw Bank revendique plus de \$1 milliard de total de bilan en 2015
- La RDC choisira le constructeur de la phase-1 du Grand Inga d'ici le mois d'août

Congo-Brazzaville

PAGE 4

- La chute du prix du pétrole entraîne une crise financière
- Lutte contre la pauvreté : le Congo passe de 51% à 36%
- La Banque mondiale veut poursuivre son appui
- De nouveaux bus électriques desservent Brazzaville
- La connexion des ménages à la fibre optique a démarré à Brazzaville

PAGE 5

Post Scriptum

- Le Dutch Good Growth Fund (DGGF)
- Informations Pratiques & Contact

Shell soumissionne une offre pour une ferme d'énergie éolienne



La société pétrolière et gazière Shell a fait une offre de contrat pour construire deux énormes parcs éoliens offshore en mer du Nord. Shell a placé l'offre dans un consortium avec la société d'énergie Eneco et l'entreprise de dragage Van Oord, rapporte le radiodiffuseur NOS.

L'offre implique plusieurs milliards d'euros : le montant n'a pas été révélé pour des raisons sensibles liées à la concurrence. Les deux parcs éoliens, Borssele I et II, vont chacun produire jusqu'à 350 mégawatts de puissance – assez pour alimenter en électricité 825 mille ménages. Les parcs devraient se situer à 22 kilomètres au large de la côte de Zeeland. Eneco a dit dans un communiqué : « Nous sommes très heureux de ce consortium. Tout le monde apporte sa propre expertise ». Le gouvernement devrait se prononcer dans 3 mois pour l'attribution du contrat. (Source: NL Times. Photo: nationalgeographic.com)

Les Pays-Bas assouplissent les règles pour les salaires des startups



Le gouvernement néerlandais va assouplir les règles d'emploi pour les startups et petites entreprises, abandonnant l'exigence pour les fondateurs de payer eux-mêmes un salaire d'au moins €44.000 par an. Le Ministre des Affaires Economiques, Henk Kamp, a déclaré qu'il était essentiel que les Pays Bas restent un « terrain fertile pour les nouveaux produits, services et modèles d'affaires ». Dans ce cadre, les fondateurs seront désormais autorisés à ne supporter qu'un salaire minimum – autour de €19.500 par an – pendant les 3 premières années de fonctionnement.

Kamp libérera plus d'argent pour soutenir l'entreprise. Le gouvernement a également réservé €23 millions à investir dans des startups et des petites entreprises, en tandem avec des investisseurs privés, a-t-il ajouté. Le ministre a fait cette annonce au début du Startup Fest – une semaine dédiée à d'événements à travers le pays pour promouvoir les Pays-Bas comme un foyer d'innovations. (Source: Dutch News. Photo: www.huffingtonpost.com)

Des subventions pour l'agriculture durable et innovante



Selon le gouvernement néerlandais, les agriculteurs européens ne reçoivent pas de subvention directe favorisant un revenu tourné vers l'avenir. Les subventions devraient tenir compte des efforts visant à favoriser une agriculture durable et innovante. Le cabinet prévoit d'utiliser la présidence néerlandaise à l'UE pour donner une nouvelle impulsion à la politique agricole.

Martijn van Dam, secrétaire adjoint au ministre des affaires économiques, déclare : « Nous voulons subventionner le progrès. L'agriculture est l'un des piliers sur lesquels l'Europe a été construite : après la Seconde Guerre Mondiale, la priorité était de produire assez de la nourriture pour écarter la famine. Cela avait fonctionné. Il y a encore, aujourd'hui 40%, de ces subventions qui sont destinés à l'agriculture. C'est pour cela que cette contribution doit être tournée vers l'avenir. (Source: De Volkskrant. Photo: agfundernews.com)

L'exportation néerlandaise plus ciblée sur les pays non-UE

Les entreprises néerlandaises exportent de plus en plus vers les pays hors de l'Union Européenne. La quantité de produits exportés vers les pays en dehors de l'UE a augmenté au cours des deux dernières décennies, de 19 à 28%. L'Allemagne, la Belgique, le Royaume-Uni, la France et l'Italie sont traditionnellement les partenaires à l'exportation les plus importants des Pays-Bas. En 1996, les exportations vers ces pays représentaient 68% du total des marchandises exportées.

En 2015, leur part était tombée à 55%. Depuis, les États-Unis ont devancé l'Italie devenant la cinquième destination la plus importante des exportations néerlandaises. L'Italie occupe désormais la sixième place. Au total un montant de € 425,6 milliards de marchandises a été exporté en 2015. La plupart est allée aux pays voisins: 23% en Allemagne, 10% en Belgique et 9% au Royaume-Uni. La France et les États-Unis suivent respectivement avec 8 et 4%, et l'Italie représente environ 4%. (Source : CBS)

Les PME néerlandaises se développent en Afrique



Certaines PME néerlandaises rejoignent la conclusion de McKinsey et Goldman Sachs : « Il est rentable d'investir en Afrique aujourd'hui », selon ce que le Financial Times néerlandais a rapporté. Quelques PME ont suivi les traces de Heineken, Unilever et Boskalis et ce sont frayés un chemin vers un continent que beaucoup considèrent encore être « perdu ».

Une société informatique d'Almere a récemment ouvert un bureau à Lagos, la plus grande ville de Nigeria. Rotapanel, un fabricant de panneaux d'affichage « dynamiques » a reçu des affectations du Kenya et, aussi, du Nigeria. Remco Ruimtebouw (Construction Espace) est déjà présent dans quatre pays d'Afrique, et espère s'établir dans un cinquième pays cette année. Ces entrepreneurs voient au-delà de la corruption, le chaos et la bureaucratie ; ils se concentrent sur la forte croissance économique de pays comme l'Ouganda, l'Angola et l'émergence d'une classe moyenne prospère. (Source : Emerging Africa. Photo: Unilever)

Le gouvernement revoit à la baisse le budget de l'Etat

« Les dépenses projetées par la loi de finances rectificative de l'exercice 2016 se chiffrent à 6.610,9 milliards de francs congolais (FC) contre 8.476,4 milliards de FC dans le budget initial, soit une baisse de 22%, a déclaré le Premier ministre congolais, Matata Ponyo, aux députés lors d'une séance publique.

« Ce traitement de choc est plus qu'indispensable », a ajouté M. Matata Ponyo, afin d'éviter «le cauchemar de l'hyperinflation» qu'a connu le pays dans les années 1990, avec un pic de 9.000% atteint en 1994. Selon le Fonds monétaire international (FMI), la hausse des prix qui dépassait 46% en 2009, avait été ramenée autour de 1% de 2013 à 2015. Dans le même temps, la croissance économique de la RDC avait atteint en moyenne 7,7% par an sur la période 2010-2015. En avril, le gouvernement avait revu le taux de croissance 2016 de 9 à 6,6%. (Source: AFP)

L'américain Freeport-McMoran cède une mine pour \$2,6 milliards



Le groupe américain Freeport-McMoran a annoncé être parvenu à un accord portant sur la cession de la mine congolaise de Tenke Fungurume au groupe chinois China Molybdenum pour plus de \$ 2,6 milliards. Freeport McMoran détient 56 % de cette mine de cuivre et de cobalt. Ce montant pourra être augmenté de 120 millions en fonction de l'évolution des cours du cuivre en 2018 et 2019, a ajouté le groupe. Cette cession est l'une des plus importantes réalisées au cours des dernières années dans le secteur du cuivre.

Le chiffre d'affaires annuel du groupe américain atteignait \$15,87 milliards en 2015. Coté à la Bourse de Hong Kong, China Molybdenum est l'un des plus gros producteurs mondiaux de Molybdène, utilisé dans la fabrication d'alliages en acier. (Source : Jeune Afrique. Photo: www.telegraph.co.uk)

Raw Bank revendique plus de \$1 milliard de total de bilan en 2015

Le total du bilan de cette banque s'élève à \$1,086 milliards, soit 20% du total des bilans de l'ensemble des banques en RDC, indique le rapport d'activités de la Raw Bank. « Le bilan passe le cap symbolique du milliard... Dans le même temps, les dépôts passent de \$20 à \$733 millions et le produit net bancaire de \$2,3 à \$92.3 millions. Ces trois indicateurs de performance ont évolué à un rythme similaire, multipliés respectivement par 33, 37 et 40 en douze ans », se félicite Thierry Taeymans, l'ADG de la banque.

Le rapport 2015 de cette banque attribue ce succès l'attention portée sur le ratio de solvabilité qui s'élève à 26,4%, à la liquidité qui est largement suffisante et au portefeuille de crédits qui est bien maîtrisé. (Source : Radio Okapi)

La RDC et le Rwanda s'accordent sur l'exploitation du gaz méthane



La République démocratique du Congo et son voisin, le Rwanda, ont installé officiellement, un comité d'experts ayant pour mission d'épargner les populations riveraines du danger lié à la non-exploitation du gaz méthane, mais aussi assurer la sécurisation commune des travaux d'extraction du gaz. L'exécutif entend cette fois-ci, aller jusqu'au bout de son engagement en matérialisant le projet en vue de sélectionner une grande société capable d'extraire le gaz et le convertir en électricité.

Le comité de surveillance mis en place est consécutif à l'accord signé, en novembre 2015, entre le Rwanda et la RDC, à Rubavu. Il porte essentiellement sur la surveillance du lac Kivu au moment de l'exploitation du gaz méthane qui y est contenu. D'après les experts, le lac Kivu regorge d'importantes réserves de gaz méthane capables de répondre aux besoins énergétiques de la RDC et du Rwanda pour une période de 10 ans. (Source: Afrique Actualité. Photo: greatlakesvoice.com)

La RDC cherche entre \$250 million et \$500 million à l'appui budgétaire

Le gouvernement a annoncé qu'il allait revoir la taille de l'obligation internationale prévue pour financer des projets d'infrastructures, en réduisant le montant de 653 milliards CF à 256 milliards CF (\$686 million). Ce soutien permettrait à la banque centrale de stimuler ses réserves de devises étrangères, qui sont tombées de \$1,48 milliards à \$1,2 milliards à la fin de 2015 en raison d'un ralentissement des exportations.

Cependant, les négociations avec la Banque Mondiale - prévues le mois prochain - ne pourront commencer que si le FMI certifie que la RDC se conforme à la bonne gouvernance et aux normes macroéconomiques. En 2012, le FMI avait annulé un programme de prêt en 2012 de \$530 millions après que le gouvernement ait omis de fournir suffisamment de détails sur la cession, par Gecamines, d'actifs miniers, à une société basée dans les Îles Vierges britanniques (Source: Reuters)

Bharti Airtel cède 950 de ses tours télécoms à Helios Towers Africa

C'est à travers sa filiale, Bharti Airtel International (Netherlands) BV, que le leader indien des télécoms a réalisé cette vente. Les termes de l'opération et ni son montant n'ont pas été révélés. La finalisation de la vente des tours télécoms entre les deux entreprises - Bharti et HTA - est suspendue à la décision des autorités congolaises qui doivent approuver l'opération ou pas.

C'est depuis 2014 que le groupe télécoms Bharti Airtel avait décidé de vendre près de 15.000 tours télécoms en Afrique. Christian De Faria, le président exécutif de Bharti Airtel Africa, a déclaré à propos de ce nouveau contrat avec HTA qu'il renforce leur collaboration en Afrique. Il a expliqué que cet accord « Airtel demeure engagée en RD Congo et continuera à investir dans ses opérations et à servir les consommateurs avec des services de qualité internationale ». (Source: Agence Ecofin)

La RDC choisira le constructeur de la phase-1 du Grand Inga d'ici le mois d'août



La RDC a déclaré que le développeur de la première phase du Grand Inga, un projet hydro électrique valorisé à \$100 milliards, sera sélectionné d'ici août afin de pouvoir commencer la construction pour le mois de juin de l'année prochaine. Deux des trois groupes qui ont répondu à l'appel de 2010 restent dans la course à dit Bruno Kapandji, chef du bureau pour le développement et la promotion du projet Grand Inga, lors d'une conférence à Maputo, la capitale du Mozambique. Le barrage produira initialement 4.800 mégawatts, presque deux fois la capacité actuelle du Congo.

2.500 mégawatts seront vendus à l'Afrique du Sud, d'après un traité signé entre les deux pays en Octobre 2013. Selon la Banque Mondiale, une fois le grand complexe hydro-électrique du Grand Inga fini, il devrait enjambrer le fleuve Congo et produire jusqu'à 50.000 mégawatts de puissance. (Source : Bloomberg. Photo: www.dw.com)

La chute du prix du pétrole entraîne une crise financière



La crise financière causée par la chute des matières premières a frappé de plein fouet l'économie du Congo. La situation qui touche en grande partie des sociétés œuvrant dans le secteur pétrolier, mais aussi du BTP (Bâtiment et travaux publics) fait grimper l'inflation. Les premières entreprises touchées par cette crise sont les filiales du groupe SNPC, comme SFP ou SONAREP, ainsi que les entreprises partenaires du groupe, notamment RENCO ET SICIM qui ont dû bloquer certaines installations pour non-paiement.

« Les employés de la SONAREP (filiale de la SNPC) rentrent dans leur deuxième mois sans salaire, tandis que ceux du projet Mengo-Kundi-Bindi en sont à leur sixième mois inclus sans solde », a indiqué un employé sous anonymat. Pour la première fois depuis des années, le Congo est susceptible de connaître une récession financière qui pourrait perdurer. (Source: French China)

De nouveaux bus électriques desservent Brazzaville



Des bus 100% électriques mis à la disposition du Comité d'organisation des Jeux africains par le Groupe Bolloré, transportent gratuitement depuis quelques jours des usagers. Sans émission de gaz à effet de serre ou fumée, ces nouveaux bus mesurent environ 3m50 de long et 1m80 de large, contiennent 10 places assises et 12 places debout et sont équipés de batteries LMP du Groupe Bolloré. Ces nouveaux moyens disposent d'une autonomie en énergie leur permettant de rouler plus de 120 kilomètres sans se recharger.

Les trois batteries sont chargées à l'aide de l'énergie solaire. Pour l'heure, les responsables de Blue Congo ne communiquent pas encore sur le tarif et la date de début de commercialisation de ces bus électriques. Par ailleurs, « le bus favorise un certain type de clientèle, des personnes à mobilité réduite, les handicapés », confie un conducteur. (Source: Agence d'information d'Afrique centrale. Photo: www.bolloré-africa-logistics.com)

Lutte contre la pauvreté : le Congo passe de 51% à 36%



Le représentant résident de la banque mondiale au Congo, Djibrila Issa, a salué les efforts du gouvernement congolais dans la lutte contre la pauvreté, dont le taux est passé de 51% à 36% de 2005 à 2015. « Le Congo a connu au cours de ces dernières années, une croissance économique très forte qui a permis de faire des progrès indéniables en matière de réduction de la pauvreté », a-t-il déclaré à l'ouverture de la 3ème rencontre annuelle de la communauté de pratiques des transferts sociaux monétaires des pays francophones d'Afrique de l'ouest et du centre.

La stratégie des transferts sociaux monétaires est mise en œuvre par le ministère des affaires sociales, de l'action humanitaire et de la solidarité à travers notamment « le projet Lisungui système de filets sociaux » et « Les filets de sécurité alimentaire ». La pauvreté monétaire et de l'insécurité alimentaire touche plus de 14% de la population du Congo. (Source: Journal de Brazza. Photo: nuviun.com)

La Banque mondiale veut poursuivre son appui

Le représentant résident de la Banque mondiale au Congo, Djibrila Issa, a indiqué que son institution entend poursuivre ses activités dans le cadre de son appui aux priorités du gouvernement. « Nous avons déjà entamé des discussions pour préparer notre prochain cadre de partenariat pour appuyer le gouvernement de la république du Congo. Mais cela se fera naturellement en accord avec les priorités que le gouvernement aura, et nous viendrons donc en appui aux priorités du gouvernement », a-t-il précisé.

Le portefeuille de la Banque mondiale au Congo est composé de 12 projets, d'un montant global de \$766 millions, financés à 60% par le gouvernement et 40% par la BM. Ces 12 projets couvrent les trois piliers du cadre de partenariat stratégique Banque mondiale-Congo que sont, la compétitivité-emploi, l'appui aux secteurs sociaux de base, et le renforcement des capacités des institutions publiques, en vue d'améliorer leur efficacité. (Source: Xinhua)

La connexion des ménages à la fibre optique a démarré à Brazzaville



Depuis la mi-mai, plusieurs ménages, commerces, centres médicaux, cyber-cafés congolais font l'expérience d'un accès Internet de meilleure qualité à travers la fibre optique. La connexion des ménages à la fibre optique est effectuée par la société Congo Telecom. Le ministre Léon Juste Ibombo l'a qualifié de « révolution ».

« Sans infrastructure de base, il est impossible de moderniser un pays. C'est d'ailleurs la vision du chef de l'Etat qui voudrait mettre en place en premier, les infrastructures de base. Aujourd'hui, nous avons visité les ménages connectés, les opérateurs privés et une clinique. C'est une opportunité pour les Congolais de surfer, mais aussi pour les jeunes une occasion de pouvoir créer des start-ups », a-t-il déclaré. La connexion des ménages à la fibre optique va être étendue, sous peu, aux 12 départements du Congo, a indiqué le ministre des télécoms. (Source: Agence Ecofin. Photo: www.agenceecofin.com)

POST SCRIPTUM

Le Dutch Good Growth Fund (DGGF)

Vous recherchez une aide au financement pour opérer sur un marché émergent ou dans un pays en développement, ou vous représentez un fonds investissant dans ces pays ? Le fonds Dutch Good Growth vous aide à avancer !

Par l'octroi de financement et d'assurances dans le cadre du DGGF, le ministère des Affaires étrangères favorise le commerce et les investissements servant le développement dans [68 pays](#) dont la RD Congo.



Petites et moyennes entreprises néerlandaises

Le DGGF fournit des services sur mesure aux chefs de petites et moyennes entreprises néerlandaises ayant des partenaires commerciaux dans un pays en développement ou sur un marché émergent.

*Investir

Vous souhaitez investir dans l'un des pays de la liste DGGF mais votre banque refuse de vous fournir le financement nécessaire ? Le volet PME néerlandaises - Investissements offre un soutien sous la forme de prêts, de garanties et de participations avec obligation de remboursement.

*Exporter

Vous souhaitez exporter des biens d'équipement vers un ou plusieurs pays éligibles au DGGF ? Le volet PME néerlandaises - Exportations propose une assurance-crédit à l'exportation ainsi que des possibilités de financement de vos projets export.

Petites et moyennes entreprises locales

Les petites entreprises dans les pays en développement ont souvent du mal à trouver des financements, ce qui freine leur croissance. C'est ce qui vaut à cette catégorie d'entreprises le nom de « missing middle », le maillon manquant des PME qui ont dépassé le niveau du micro financement mais n'ont pas encore accès aux services financiers classiques.

Les fonds d'investissement : un rôle d'intermédiaire

Le volet PME locales - Fonds d'investissement cherche à élargir les possibilités de financement pour les PME locales en investissant dans des fonds qui, à leur tour, investissent dans des entreprises d'un des pays éligibles. Ces fonds intermédiaires étant mieux à même d'établir un contact avec les PME locales, la portée du DGGF s'en trouve accrue. Ce volet consiste donc en un « fonds de fonds » qui rassemble dans un portefeuille différents fonds intermédiaires qui jouent à leur tour un rôle moteur dans la croissance de l'économie locale. Les PME locales se voient ainsi offrir un plus large éventail de possibilités de financement et de croissance, et le secteur financier dans les pays à revenu faible ou intermédiaire peut se développer. Les fonds intermédiaires investissant dans des entreprises dirigées par des jeunes ou des femmes, ou situées dans des États fragiles, font l'objet d'une attention particulière.

Questions sur un volet particulier du DGGF

Pour vos questions portant sur l'un des trois volets du DGGF, adressez-vous à l'instance de mise en œuvre concernée, qui vous aidera à cerner les avantages que présente le DGGF pour vous et ce que cela implique comme obligations. Les financements du DGGF sont élaborés au cas par cas.

PME néerlandaises – Investissements

Agence néerlandaise pour les entreprises

T +31 (0)70 379 80 00 (en anglais), du lundi au vendredi de 8h30 à 17h00

E [formulaire de contact](#) (en anglais)

PME néerlandaises – Exportations

Atradius Dutch State Business

T +31 (0)20 553 31 89 (en anglais)

E [info.dsb@atriadius.com](#) (en anglais)

PME locales - Fonds d'investissement

PwC et Triple Jump

T +31 (0)88 792 94 57 (en anglais)

E [dggf@nl.pwc.com](#) (en anglais)

INFORMATIONS PRATIQUES

Ambassade des Pays-Bas à Kinshasa

Coordonnées

11, avenue Nzongotola

Immeuble Residence 55, Kin-Gombe

Téléphone : +243 99 6050 600

Urgence : +243 99 818 62 24

Fax : +243 99 6050 629

E-mail : kss@minbuza.nl

Adresse Postale aux Pays-Bas

Lokatie 309 / ZMA Kinshasa

Postbus 12200 - 2500 DD Den Haag

Horaires d'ouverture

Lundi – Jeudi / 08:00 – 16:30

Vendredi / 08:00 – 13:30

Section consulaire

Lundi et Mercredi / 09:00 - 12:00

Les autres jours uniquement sur RDV.

Consulat de Brazzaville

Adresse

30, Blvd Denis Sassou N'Guessou

B.P 277 M'Pila - Brazzaville

Horaires d'ouverture

Lundi – Vendredi / 09:00-16:00 (Consulat)

Mardi & Jeudi / 09:00-12:00 (affaires consulaires)

Consule Honoraire

Madame Hilly-Anne Fumey

Tel : +242 06 924 14 07

E-mail: hamvanbaggum@yahoo.fr

Vous avez des commentaires, suggestions, remarques ou toutes autres questions, prière de prendre directement contact avec la section économique de l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas à Kinshasa :

Tel : +243 99 060 50 627

E-mail : kss-hb@minbuza.nl

Disclaimer/Desistement

Vous avez reçu ce bulletin parce que vous aviez été précédemment en contact avec l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas à Kinshasa. Prière de transmettre un e-mail à kss-hb@minbuza.nl si vous ne désirez plus le recevoir.

Le contenu de ce bulletin ne reflète pas l'opinion de l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas à Kinshasa. Il s'agit simplement d'un résumé d'articles publiés aussi bien par la presse nationale qu'internationale.

Credit photos : internet

R rejoignez-nous sur [www.linkedin.com](#)



M. Gerard Michels (Ambassadeur)

Mme Corina van der Laan (Chef de mission adjoint)

M. Francis Wilanga (Sr Economic policy officer)

M. Christian Senga (Economic policy officer Est de la RDC)

Mme Sandy Makola (Economic policy officer)

M. Paul Deza de Massiac (Stagiaire)

